

Communiqué de Presse Le 13 Décembre 2024

## Financements des missions du Service Public Postal La CGT rétablit la vérité

Sur les résultats financiers semestriels de 2024, La Poste déclare que « le groupe La Poste s'appuie sur une structure de bilan solide, un niveau de liquidité robuste et un niveau de solvabilité élevé ». Il s'agit pour le groupe d'un chiffre d'affaires de 17 milliards pour un bénéfice en augmentation de 7,37 % de 495 millions d'euros (au premier semestre). Les derniers faits marquant en matière d'opérations financières s'élèvent à un milliard d'euros pour la Poste SA par la rétribution d'acompte de dividendes provenant de La Banque Postale, une des filiales du groupe et à 495 millions d'euros concernant la vente de la poste mobile.

Est-ce que cet argent a été investi dans l'amélioration des conditions de travail ou dans les salaires des postiers ? Est-ce que cet argent a été mis au service des usagers de La Poste ? Est-ce que cet argent est investi dans l'amélioration du service rendu ?

Assurément, les réponses à ces questions sont négatives ! Ce jeu de « Monopoly » orchestré par La Poste ne sert que la marchandisation juteuse d'une stratégie à court terme en mettant sur l'échafaud le Service Public Postal.

Alors que La Poste pleure l'argent public de l'Etat pour financer les missions de services publics qu'elle se doit d'assurer, elle œuvre dans le même temps à sa destruction. Pour aller plus loin dans sa logique, elle voudrait faire porter aux finances des collectivités territoriales (150 millions d'euros par an) le financement des bureaux de Poste restants ! A la place des bureaux de Poste, elle souhaite faire porter aux maisons France Service une partie de ses missions pour faire payer l'Etat par un autre biais ! Elle voudrait également avoir la possibilité de réduire sa qualité de service en diminuant fortement le nombre de passage du facteur par semaine. Pour corroborer cette stratégie mortifère, elle explique la nécessité de mener un vaste plan d'urgence visant la suppression des 20 000 intérimaires au motif que les caisses seraient vides !

D'autres choix sont possibles. La CGT FAPT a lancé une grande campagne pour un service public postal moderne répondant aux besoins des usagers à partir du sens du travail des postiers. Elle met à disposition ses propositions dans son journal gratuit « le lien social » pour construire ensemble l'avenir de notre bien commun.

Elle appelle toutes les postières et les postiers, tous les élus locaux et nationaux, tous les usagers, à se mobiliser, à demander des comptes à la direction de la poste ainsi qu'à ses deux actionnaires principaux que sont l'Etat et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Si dans les médias la poste déclare « être une entreprise de service public pas de morale sociale », pour la CGT FAPT on ne joue pas avec l'argent public ni avec celui du fruit du travail des postières et postiers. Les dirigeants de La Poste ne peuvent pas jouer impunément avec l'argent public en achetant, revendant des entreprises à l'international au détriment du service public !

Dans le contexte actuel, la proposition de l'appropriation publique et démocratique du Service Public Postal prend tout son sens.

